mrap
Communiqué de presse

Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples
43 boulevard de Magenta - 75010 Paris
01 53 38 99 99 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr
@mrapofficiel @MRAPOfficielNational

120 ans de laïcité, plus que jamais défendre une loi de liberté !

Ce 9 décembre 2025, nous célébrons les 120 ans de la loi qui instaure la laïcité en France. C'est l'occasion pour le MRAP de dire son attachement à une loi de liberté qui a fixé les principes reconnaissant en France la liberté de conscience. Chacune et chacun peut donc librement ne pas avoir de religion, pratiquer le culte de son choix et affirmer ses convictions dès lors que cette manifestation ne trouble pas l'ordre public.

La loi du 9 décembre 1905 est celle aussi de la séparation des églises et de l'État. Élaborée par le débat démocratique, la loi de la République, respectant les différents cultes, ne saurait découler de l'un ou de l'autre.

Ces principes d'organisation de la vie publique apparaissent aujourd'hui précieux pour le respect de la diversité de la population française. Ils sont cependant trop souvent détournés pour transformer la laïcité en une valeur à laquelle chacun et chacune serait sommé d'adhérer. La laïcité est même parfois mobilisée comme prétexte pour invisibiliser, voire interdire toute culture ou manifestation qui ne serait pas liée à des racines chrétiennes fantasmées.

mrap
Communiqué de presse

Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples
43 boulevard de Magenta - 75010 Paris
01 53 38 99 99 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr
@mrapofficiel @MRAPOfficielNational

Ainsi, de nombreuses propositions de loi élaborées tant par la droite que l'extrême-droite instrumentalisent la laïcité pour stigmatiser la religion musulmane, prétendant écarter les femmes musulmanes des pratiques sportives ou de l'espace public. Or si on exclut une partie de la population du cadre commun, celle-ci va évidemment se replier sur une communauté de solidarité.

Poser des interdits sans justification objective réelle rend possible, demain, de poser d'autres interdits à l'encontre de toute opinion qui ne serait pas considérée comme majoritaire ou « politiquement correcte ».

Pour le MRAP, il convient au contraire de prévenir et de lutter systématiquement contre les discriminations ; la Défenseure des droits vient d'ailleurs de rappeler l'importance de celles liées à la religion. Elle en souligne les "effets dévastateurs sur les victimes" tant les discriminations subies s'ajoutent aux "atteintes aux droits subies quotidiennement dans l'espace public ou numérique" et de citer notamment les "injures et violences antisémites et anti-musulmanes, dégradations de lieux de culte" . Le MRAP reprend l'alerte énoncée par les auteurs du rapport : il y a là un enjeu essentiel de cohésion sociale.

Bureau National

09/12/2025